

La lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans l'Union européenne

Résumé

*Justice
et consommateurs*

COMMISSION EUROPEENNE

Direction générale de la Justice et des consommateurs

Direction D - Égalité

Unité JUST/D1 - Égalité de traitement: questions juridiques

Commission européenne

B-1049 Bruxelles



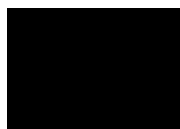
La lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans l'Union européenne

Résumé

Réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de la non-discrimination
Rédigé par Dorota Pudzianowska et Krzysztof Śmiszek
sous la supervision du Migration Policy Group

Commission européenne
Direction générale de la Justice et des consommateurs

Manuscrit terminé en décembre 2014



Il a été rédigé par Dorota Pudzianowska et Krzysztof Śmiszek au nom du Réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de la non-discrimination (fondée sur la race ou l'origine ethnique, l'âge, le handicap, la religion ou les convictions et l'orientation sexuelle) géré par:

Human European Consultancy

Maliestraat 7
3581 SH Utrecht
Pays-Bas
Tél +31 30 634 1422
Fax +31 30 635 2139
office@humanconsultancy.com
www.humanconsultancy.com

The Migration Policy Group

Rue Belliard 205, Bte 1
1040 Bruxelles
Belgique
Tél +32 2 230 5930
Fax +32 2 280 0925
info@migpolgroup.com
www.migpolgroup.com

Pour des informations complémentaires concernant les publications du Réseau européen d'experts juridiques dans le domaine de la non-discrimination, veuillez consulter:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=615&langId=en&moreDocuments=yes>

© Photographie et conception: Ruben Timman / www.nowords.nl

Pour les photos non protégées par les droits d'auteur de l'Union européenne, il convient de demander directement l'autorisation aux détenteurs desdits droits d'auteur pour toute utilisation ou reproduction.

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

Un numéro unique gratuit (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

La présente publication a été commanditée par la Commission européenne dans le cadre du programme PROGRESS (décision 1672/2006/CE du Parlement européen et du Conseil, JO L 315 du 15.11.2006, p. 1).

Pour de plus amples informations concernant le programme PROGRESS, le lecteur est invité à consulter le site:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

NOTICE LEGALE

Le présent rapport a été financé par la Commission européenne (DG Justice et consommateurs) et préparé à son intention. Son contenu ne reflète pas nécessairement la position officielle de la Commission.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2015

ISBN 978-92-79-44623-8

doi: 10.2838/327641

© Union européenne, 2015

Résumé

La directive relative à l'égalité en matière d'emploi (directive 2000/78) exige de tous les États membres qu'ils assurent une protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans l'emploi et le travail. Le présent rapport décrit le champ de cette protection ainsi que son impact normatif sur les ordres juridiques internes des États membres dans le contexte du droit international et autre en matière de droits de l'homme.

L'interdiction de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle est aujourd'hui fermement ancrée dans le droit consacré par les Nations unies et le Conseil de l'Europe. En ce qui concerne ce dernier, et plus spécifiquement la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, un lien particulièrement étroit est établi avec le droit de l'UE au moyen de l'article 6 TUE.

Avant que la directive relative à l'égalité en matière d'emploi en fasse une obligation pour les États membres de l'UE, rares étaient les ordres juridiques nationaux qui stipulaient le principe de non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans l'emploi et le travail, et plus rares encore ceux qui consacraient ce principe dans d'autres domaines. La directive 2000/78 a instauré des règles européennes communes en la matière.

La directive 2000/78 s'applique dans le domaine de l'emploi et du travail, largement défini, à l'exclusion toutefois des prestations de la sécurité sociale qui ne relèvent pas de la notion de rémunération au sens de l'article 157 TFUE sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes.

La directive interdit la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle entre autres motifs. Le sens du terme reste cependant mal défini et la question se pose notamment de savoir si la directive couvre, au-delà de l'orientation hétérosexuelle, homosexuelle et bisexuelle, des aspects plus larges de la non-hétéronormativité tels que le mode vestimentaire, la manière de s'exprimer ou un comportement qui s'écartent des stéréotypes en termes de rôles sociaux ou d'attentes sociales.

La directive 2000/78 interdit les quatre formes classiques de discrimination visées par le droit anti-discrimination actuel de l'UE, à savoir la discrimination directe, la discrimination indirecte, le harcèlement et l'injonction de pratiquer une discrimination. Ces notions ont, de façon générale, fait l'objet d'une transposition adéquate dans les États membres, même s'il existe des problèmes dans certains d'entre eux en rapport, par exemple, avec l'importante question du comparateur.

La directive relative à l'égalité en matière d'emploi couvre non seulement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle effective de la victime, mais également la discrimination par association ou par supposition. La mise en œuvre pose problème à cet égard dans plusieurs États membres. Une loi visant explicitement ces questions fait souvent défaut.

La directive relative à l'égalité en matière d'emploi prévoit un certain nombre de dérogations pouvant justifier le traitement moins favorable réservé à des personnes en raison de leur orientation sexuelle. Ces dérogations sont, de façon générale, correctement transposées dans les États membres, même s'il convient de noter qu'il n'existe apparemment au sein de l'Union européenne aucune loi établissant, au moyen d'une réglementation particulière et spécifique, un régime d'action positive pour ce qui concerne l'orientation sexuelle. Certains ordres juridiques nationaux prévoient une action positive non seulement en tant que dérogation au principe de non-discrimination, mais aussi en tant qu'obligation positive – ce qui s'inscrit dans le droit fil de la directive en sa qualité d'instrument assurant une protection minimale.

La majorité des législations nationales anti-discrimination comportent une exception pour les églises et les organisations dont l'éthique est fondée sur la religion ou les convictions. La directive précise à cet égard que cette dérogation ne saurait justifier un traitement moins favorable fondé sur un autre motif que la religion ou les convictions. Plusieurs États membres ne se sont pas dotés d'une disposition explicite à cette fin, et des exemples concrets attestent que cette situation pourrait mettre en péril le principe de non-discrimination en rapport avec l'orientation sexuelle.

Les lois anti-discrimination régissent, dans la plupart des États membres de l'UE, les recours et sanctions applicables au non-respect de l'interdiction de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Mais elles ne font généralement pas référence de façon expresse et directe à la norme fixée par la directive sur l'égalité en matière d'emploi, à savoir que les sanctions doivent être effectives, proportionnées et dissuasives. Aucun État membre ne prévoit de sanctions spécialement conçues et adaptées aux actes de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

La directive relative à l'égalité en matière d'emploi n'oblige pas les États membres à mettre en place un organisme pour l'égalité, à savoir un organisme indépendant chargé de promouvoir l'égalité de traitement. En l'absence de cette obligation, plusieurs États membres ont institué des instances ayant une compétence générale en matière d'égalité, en ce compris la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Aucun État membre de l'UE ne s'est doté d'une institution en matière d'égalité qui serait exclusivement chargée des questions de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

La directive 2000/78 autorise expressément les législations nationales à prévoir une protection de plus grande portée, et il existe parmi les États membres de très nombreuses dispositions législatives qui régissent la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle en allant plus loin que la directive 2000/78. La proposition de la Commission européenne d'harmoniser la norme de protection au sein de l'UE, à savoir de lutter contre la discrimination en dehors du domaine de l'emploi en adoptant une «directive horizontale», est actuellement à l'examen. Elle constitue l'une des grandes priorités politiques du président de la nouvelle Commission européenne.

Commission européenne

La lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans l'Union européenne – Résumé

Luxembourg: Office des publications officielles de l'Union européenne

2014 — 6p. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-79-44623-8

DOI 10.2838/327641

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm), des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm), en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- vsur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

